

De nos correspondants régionaux :

LE 19, EN FRANCE...

Alès

Plus de 2.000 manifestants ont défilé à travers les rues de la ville. Le cortège s'est rendu jusqu'à la sous-préfecture, gardée par les forces de police. Aucune délégation n'a été reçue.

La manifestation avait été organisée par les syndicats suivants: C.G.T., S.N.E.S., S.N.E.T., S.N.I., avec l'appui du P.C. et du P.S.U.

La S.F.I.O. et Force Ouvrière n'ont donné aucun signe de vie. La C.F.T.C. s'est bornée à inviter ses adhérents à la grève d'un quart d'heure.

Angers

A l'appel du Cartel permanent intersyndical qui vient de se constituer et qui groupe la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., le S.N.I. et l'Association Générale des Etudiants, la manifestation du 19 décembre a groupé plus d'un millier de personnes qui ont défilé dans la ville.

L'appel intersyndical était soutenu par un autre appel émanant du P.S.U., du P.C.F., de la C.G.T., de la F.E.N., du S.N.I., de la Fédération des Œuvres Laïques, de la Libre Pensée, de l'association Tourisme et Travail, etc.

Aurillac

La journée du 19 décembre a commencé par de nombreux débrayages le matin à 11 heures aux entreprises Lafarge, Sodibra, au garage Ladoux, à l'appel des Unions départementales C.G.T. et C.F.T.C. Les vendeuses des grands magasins Printania, qui ont fait une grève revendicative les jeudi et samedi après-midi 14 et 16 décembre, ont arrêté le travail pendant cinq minutes le 19.

Les écoles primaires et secondaires (lycée d'Etat de garçons, lycée municipal de jeunes filles, collège technique, école normale) ont répondu à 100 pour 100 à l'appel lancé par la F.E.N. du Cantal.

A 18 heures, 500 personnes se sont réunies, salle Herriot, pour assister au meeting organisé par le Comité de Défense républicaine (P.C.,

P.S.U., Mouvement de la Paix, Syndicat national des professeurs d'école normale). Les représentants des syndicats C.F.T.C., F.E.N. et C.G.T. qui avaient invité leurs adhérents à assister au meeting proclamèrent à la tribune leur ferme volonté de s'unir contre le fascisme.

La Ligue de l'Enseignement et le Parti Radical apportèrent leur soutien.

A l'issue de la réunion, une motion signée par le P.S.U., le P.C., l'A.N. A.C.R., la F.N.D.I.R.P., la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N. et le Mouvement de la Paix fut remise au préfet du Cantal.

Pour s'associer au mouvement de protestation contre la guerre d'Algérie, les élèves de l'Ecole normale mixte d'Aurillac ont fait une grève de la faim. Une motion de protestation votée à l'unanimité a été adressée au préfet. Dans cette motion, les élèves s'élèvent contre les 7 ans de guerre d'Algérie, contre l'appel sous les drapeaux avant 20 ans et les vingt-huit mois de service militaire.

Chartres

A l'appel de nombreux organisations locales, dont les sections du P.S.U. et du P.C., l'U.D.-CG.T., la F.E.N., les syndicats S.N.E.S. et S.G.E.N. des deux lycées, l'Union Rationaliste, les deux sections F.O. du personnel du Parc et des agents techniques des Ponts et Chaussées, etc., plus de 500 personnes ont assisté au meeting organisé salle des Trois-Détours en signe de solidarité avec le quart d'heure de grève nationale du matin.

Les 500 manifestants réunis adoptèrent une résolution dans laquelle ils constatent que « s'installent en métropole les méthodes terroristes de l'O.A.S., qu'à Chartres ont été atteintes la préfecture, la bourse du travail, *La République du Centre*, une maison de commerce et que ces manifestations de violence jouissent d'une totale complaisance de la part du gouvernement ». C'est pourquoi ils « réclament le châtiement des coupables des actes de violence racistes et la mise hors d'état de nuire des organisations factieuses de l'O.A.S. ».

A la fin du meeting, tous les manifestants formèrent un cortège aux cris de : « O.A.S. assassins », « Paix en Algérie », « Le fascisme

ne passera pas ». Ceci sans incident, jusqu'au moment où le cortège, quittant la basse ville et gravissant les escaliers menant au centre, déboucha à proximité de la place de la cathédrale : sans avoir été attaquée, sans aucune sommation, la police accueillit les manifestants à coups de grenades lacrymogènes, faisant quelques blessés.

Décidément, la police de de Gaulle, impuissante à maîtriser l'O.A.S., ne retrouve son énergie que pour frapper les adversaires du fascisme...

Dijon

A l'appel de 28 organisations locales, dont C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., Association des Etudiants de Dijon, Union des Etudiants Communistes, Etudiants P.S.U., Jeunes M.R.P., P.S.U., P.C.F., Comité Audin, Jeunesse Israélite, Jeunesse Communiste, U.J.F.F., Fédération des Œuvres Laïques, Fédération des Officiers et Sous-Officiers de Réserve Républicains, plus de deux mille manifestants ont parcouru l'artère centrale de Dijon en clamant leur volonté de mettre hors d'état de nuire les criminels de l'O.A.S. et en exigeant la paix en Algérie.

Cette manifestation d'une grande ampleur, dans une ville traditionnellement calme, est le signe d'un réveil certain de la volonté de lutte des masses.

Présente dans l'action, la Fédération P.S.U. appelle tous les démocrates isolés à se joindre à son combat.

Evreux

A l'appel du Comité antifasciste d'Evreux, composé du P.C.F., du P.S.U., des Jeunesses Communistes, des syndicats C.G.T., C.F.T.C. et C.G.T.-F.O., les travailleurs d'Evreux étaient invités à cesser le travail de 11 h. à 11 h. 15 le mardi 19 décembre et à manifester place de l'Hôtel-de-Ville, à Evreux, à 18 h. 30.

Bien que le mot d'ordre de manifestation ait été tenu secret, les pouvoirs publics ont jugé utile d'interdire l'accès à l'hôtel de ville et de mobiliser quatre cars de C.R.S. en renfort à la police locale.

Les manifestants ont pu cependant former un cortège et défiler dans les rues principales d'Evreux en scandant les slogans habituels : « Paix en Algérie », « O.A.S. assassins », « Le fascisme ne passera pas ».

Après environ trois quarts d'heure de défilé, la manifestation s'est disloquée sans incident.

Finistère

Dans le Finistère, la journée du 19 décembre

avait été précédée par des manifestations d'initiative locale.

Le mardi 28 novembre, un mouvement départemental avait été décidé en commun par la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., le P.C., le P.S.U., la Ligue des Droits de l'Homme.

A Brest, 2.000 personnes avaient organisé un défilé, rue de Siam. Des manifestations semblables avaient eu lieu à Quimper, Morlaix, Concarneau, etc.

Une nouvelle journée avait été organisée dans des conditions analogues le 12 décembre.

Enfin, le 19 décembre, un nouveau défilé rassemblait à Brest près de 3.000 manifestants.

Lille

La section de Lille du P.S.U. a participé activement à l'organisation du meeting et du rassemblement qui ont eu lieu à Lille les 6 et 19 décembre.

Le 6 décembre, à l'appel de la C.G.T., du P.S.U., du P.C.F., le S.N.E.S., le S.N.E. supérieur, le M.R.A.P., l'U.E.C., les E.S.U., les étudiants d'Afrique du Nord, les étudiants d'Afrique Noire, les Amis de Témoignage Chrétien participaient à l'organisation d'un grand meeting qui se déroula salle Roger-Salengro, devant plus de 1.500 personnes.

L'A.G. des étudiants lillois (U.N.E.F.) avait constaté son accord avec les mots d'ordre de la manifestation et avait invité les étudiants à en tirer les conséquences.

La F.E.N. avait approuvé également les mots d'ordre de la manifestation.

Devant un auditoire jeune et enthousiaste, Pierre Hermant des E.S.U., R. Gamelin de la C.G.T., A. Ramette du CC du PCF., René Fallas du CP.N. du P.S.U., appelèrent à la lutte contre l'O.A.S. et le fascisme. Eugène Herlem, secrétaire de la section de Lille du P.S.U., lut la motion finale.

La journée du 19 décembre fut marquée par un meeting devant le siège de l'A.G.E.L. (U.N.E.F.), meeting organisé par l'U.N.E.F., la C.G.T., le S.N.E.S., le S.N.E.T., le S.G.E.N., et appuyé par le P.S.U. et le PCF.

3.000 manifestants défilèrent ensuite dans les rues de Lille, jusqu'à la mairie, aux airs de : « O.A.S., assassins ».

La mairie de Lille était fermée.

M. A. Laurent ne recevait plus...

Metz

Pour la première fois à Metz, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., U.N.E.F., activement encouragés par les militants du P.S.U., le 19 décembre vit une manifestation de rue : en plein centre de la ville, pendant

vingt minutes, à 18 h. 30, plus de 500 personnes se regroupèrent à partir de divers points de rassemblement, brandissant des pancartes, lançant des slogans et distribuant des tracts sur les thèmes « Halte au racisme », « Halte à l'O.A.S. », « Négociation ». La preuve est faite qu'à Metz aussi, on peut manifester, et ce n'est qu'un début.

Nevers

La journée du 19 a été préparée par une réunion organisée par le P.S.U. Malgré les manœuvres d'obstruction de la S.F.I.O., qui a tenté par tous les moyens, même des allégations mensongères, d'empêcher la constitution d'un vaste front anti-O.A.S., l'accord fut aisément réalisé grâce au désir d'action de la C.G.T., de la C.F.T.C et de la F.E.N. Un appel commun fut signé par la C.G.T., la C.F.T.C, la F.E.N., le P.S.U., le P.C.F., l'U.D.S.R., le Mouvement de la Paix, les Anciens d'Algérie, la Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de défense des petites exploitations agricoles familiales, la Gauche européenne.

La grève a été bien suivie, de 80 à 100 % selon les endroits. Dans la soirée une grande manifestation de rue fut organisée à Nevers, sans intervention de la police. Elle se termina devant le domicile du député Durbet (U.N.R.), qui fut copieusement conspué aux cris de « Durbet complice ! ». Il convient de signaler que ce personnage, bien connu par ailleurs pour ses interventions en matière d'enseignement (il est rapporteur de la fameuse loi Debré), avait écrit récemment dans son journal local que le terrorisme de l'O.A.S. présentait un certain caractère d'utilité à condition de n'être que « fracassant » et pas « meurtrier ».

Dans les autres localités du département, le P.S.U. a participé activement aux manifestations, à Clamecy, à Guérégnny, à Imphy, etc. La combativité paraît avoir été bonne partout.

Saint-Etienne

La manifestation organisée par la C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C, S.N.I., F.E.N. ainsi que par les partis politiques : P.S.U., P.C.F., S.F.I.O., Parti Radical et les organisations telles que la Ligue des Droits de l'Homme et la Libre Pensée, a groupé près de 8.000 personnes.

Après un appel diffusé du balcon de la Bourse du Travail et le vote d'une motion pour la paix, contre le fascisme et l'O.A.S., un défilé de plusieurs milliers de participants s'est rendu de la Bourse du Travail à la place de l'Hôtel de Ville où, après quelques paroles prononcées

par les organisateurs, la dislocation eut lieu et la motion fut présentée à la préfecture. Le P.S.U. était largement représenté.

Strasbourg

La préparation de la journée d'action contre l'O.A.S. s'est effectuée à Strasbourg dans des conditions particulièrement difficiles.

G.G.T.-F.O., qui groupe 10 % des syndiqués bas-rhinois, s'était refusée à répercuter le mot d'ordre national de grève.

A la C.F.T.C, seules les sections de l'enseignement (S.G.E.N.), des P.T.T. et de la S.N.C.F. avaient lancé le mot d'ordre.

Dans ces conditions, l'Association générale des Etudiants, les syndicats de l'enseignement supérieur (S.N.E.S. sup., S.G.E.N. sup. et Chercheurs Scientifiques) avaient décidé de s'en tenir à un appel pour une grève générale des cours d'une heure ce 11 à 12 heures et à un meeting devant le Palais universitaire.

La grève a été effective à 90 % (seuls deux cours en Fac de Droit et en Fac de Lettres).

Le meeting a réuni 1.000 étudiants et professeurs et a été marqué par les prises de parole du président de l'A.G.E., des représentants du S.G.E.N. et de la F.E.N.

En raison de l'interdiction formelle de tout cortège en ville notifiée au président de l'A.G.E. le matin encore, aucune manifestation de rue n'était prévue.

Pourtant, le meeting terminé, un cortège s'est immédiatement formé (dont les camarades E.S.U. avaient pris la direction). Scandant les slogans « O.A.S. assassins », « O.A.S.-SS », « Paix en Algérie », « Salan au poteau », le cortège réussit à tenir la rue pendant trois quarts d'heure, montrant aux Strasbourgeois ébahis la volonté des jeunes de s'opposer par tous les moyens à la menace fasciste.

Cette manifestation de rue est la première que Strasbourg ait connue depuis des années. Il n'y avait eu jusqu'alors que des ripostes en salle et lors du 27 octobre, seul un meeting U.N.E.F.-G.G.T.-F.E.N. avait pu être organisé.

La fermeté et la décision des 1.000 manifestants laissent présager pour l'avenir l'organisation de manifestations encore plus puissantes et surtout plus coordonnées.

Sur le plan ouvrier, l'absence d'informations quant à la participation à l'arrêt national du travail ne me permet pas de vous en dire davantage.

Cependant, dans la mesure où seule la C.G.T. a appelé à la grève, il est à présumer que la participation a été assez partielle.

Tours

Dans la matinée du 19 décembre, le mot d'ordre de grève lancé par les grandes centrales syndicales et répercuté à l'échelon local par la C.G.T., la C.F.T.C, la F.E.N. et le Comité de Soutien à l'U.N.E.F. a été largement suivi à Tours comme dans l'ensemble du département d'Indre-et-Loire.

Les mêmes organisations, appuyées par plusieurs mouvements politiques dont notamment la Fédération d'Indre-et-Loire du P.S.U., avaient convié la population tourangelle à venir le soir devant l'hôtel de ville dire sa détermination de barrer la route au fascisme. Malgré l'interdiction du préfet Julien, toujours prêt comme « Guignol » à agiter le gros bâton, près d'un millier de démocrates tourangeaux étaient présents au rendez-vous. Les efforts du service d'ordre se montrèrent vains pour empêcher les manifestants de bloquer la circulation en plein centre de la ville et de clamer les slogans « O.A.S. assassins », « Salan au poteau », etc.

Devant cette impuissance de la police locale, les pelotons de la gendarmerie mobile qui étaient jusque-là demeurés dissimulés, intervinrent avec la brutalité qui s'impose en de telles circonstances. Mais ce soir-là le Tourangeau n'était pas d'humeur, malgré son apathie légendaire, à se laisser faire sans riposter. Si deux ou trois manifestants furent blessés et deux autres appréhendés, on pu voir également deux gendarmes étendus sur la chaussée. Puis la manifestation se reforma et se dirigea vers la place du Général-Leclerc, où elle se disloqua après avoir entendu quelques paroles prononcées par le secrétaire de l'U.D.-C.G.T.

A *Loches*, dans le sud du département, une réunion a été tenue à l'appel du Comité lochois antifasciste dont est membre la section locale du P.S.U. et les représentants des diverses organisations syndicales et politiques ont pris la parole pour réaffirmer leur détermination de ne pas accepter la dictature terroriste de l'O.A.S.